



Philanthropic Foundations
Canada

Fondations
Philanthropiques
Canada

Trump 2.0 et la philanthropie américaine :

Réflexions et actions pour les
fondations philanthropiques
canadiennes

Michele Fugiel Gartner, PhD

Chercheuse en chef, Fondations Philanthropiques Canada

Professeure adjointe en recherche, École de politique publique et d'administration
Université Carleton

Mars 2025

Sommaire

La philanthropie, ce n'est pas seulement l'argent : c'est l'expression de valeurs, de relations et de responsabilités. Alors que les États-Unis composent avec le retour de Donald Trump à la présidence, le paysage philanthropique est marqué par une incertitude et une transformation profondes. Le présent exposé adopte la perspective du secteur social et de la société civile pour comprendre l'impact des changements rapides de politiques. On y explore l'incidence des décrets présidentiels, des priorités budgétaires et de la décentralisation des politiques sociales en faveur des États. Les recherches font état d'un secteur tiraillé entre urgence et incertitude, s'appuyant sur les dernières observations des leaders philanthropiques américains pour illustrer un secteur en mutation où hésitation et adaptation tacite se rencontrent, où les bailleurs de fonds essaient désespérément de trouver un sens aux réalités changeantes et où les associations à but non lucratif sont forcées de lutter pour leur survie en reconfigurant leurs opérations devant de nouveaux risques politiques et financiers.

Les leaders philanthropiques canadiens n'y voient pas une lointaine préoccupation, mais bien un besoin de réflexion et d'action. La dernière section propose des étapes claires pour définir leur rôle dans la société civile, s'appuyer sur des données pour guider leurs décisions, offrir un continuum de soutien et présenter ouvertement l'impact de la philanthropie. Fondamentalement, le présent exposé est un appel à la citoyenneté morale de sollicitude¹, un rappel que, dans une période comme celle-ci, la philanthropie doit choisir entre se retirer, s'adapter ou s'élever pour être à la hauteur.

1.0 Introduction

La philanthropie n'est pas simplement un transfert de ressources. Comme nous le rappelle Paul Schervish, elle est profondément enracinée dans les aspirations, les convictions et les relations qui définissent la générosité humaine². Le présent exposé prend cette dimension humaine très au sérieux en examinant les facteurs complexes qui façonnent le paysage philanthropique américain sous le mandat Trump 2.0. On s'y demande comment les priorités politiques d'une seconde présidence Trump influent sur la philanthropie américaine, quelles peuvent en être les conséquences pour les fondations canadiennes et quelle est leur réaction.

En adoptant la perspective du secteur social et de la société civile, le chapitre 2 explore les conséquences sur l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), l'aide étrangère et les droits protégés au niveau fédéral. Les chapitres 3 et 4 présentent un survol du contexte philanthropique aux États-Unis et un portrait des impressions des dirigeants philanthropiques américains. Enfin, le chapitre 5 illustre le point de vue prospectif des têtes dirigeantes de la philanthropie canadienne à l'aide de réflexions et d'actions pratiques propices à un engagement véritable compte tenu des défis à l'horizon.

2.0 L'effet Trump 2.0

Les visées politiques du mandat Trump 2.0 – marquées par des baisses d'impôt, des réductions du financement fédéral et un démantèlement des programmes sociaux – redéfinissent le rôle que joue le gouvernement pour soutenir la société civile. L'approche de la présidence de Trump est synonyme de rapidité d'exécution, de clarté idéologique et d'état d'esprit transactionnel. Bon nombre d'observateurs en dégagent un intérêt pour les gains politiques à court terme, mesurés par les rendements boursiers et les taux d'approbation de base. Certains croient toutefois à une stratégie à long terme de relance du secteur manufacturier américain et de renforcement de la sécurité nationale, si bien qu'il devient difficile de discerner la véritable approche³.

Le présent chapitre examine trois composantes clés de la stratégie de l'administration – les décrets présidentiels, les priorités budgétaires et la décentralisation des politiques sociales au profit des États – et leur incidence collective sur la société civile. Il est essentiel de comprendre cette dynamique pour prévoir l'évolution des responsabilités du secteur philanthropique et ses répercussions à long terme sur l'impact social.



2.1 Mandate for Leadership (Project 2025)

Le rapport *Mandate for Leadership (Project 2025)*⁴ présente les priorités politiques du conservatisme contemporain. Conçu pour faire en sorte que la seconde présidence de Trump parvienne à appliquer ses politiques conservatrices, ce document est endossé par plus d'une centaine d'organisations conservatrices et a été cocréé avec l'aide de quelque 400 universitaires et experts issus des cercles conservateurs. Il avait pour objectif qu'un nouveau gouvernement « entre en fonction le 20 janvier 2025 », pleinement préparé, avec du personnel bien choisi et des politiques déjà établies. Comme l'explique la Heritage Foundation dans l'introduction, le but était de réunir « une armée de conservateurs alignés, bien formés, bien choisis et prêts à se présenter au travail au jour 1 pour démanteler l'État administratif »⁵. Pour atteindre ce niveau de préparation, ces gens ont rédigé des décrets, des modèles de règlements et des listes de personnes à mobiliser pour que le président puisse mettre ses changements draconiens en place immédiatement après son entrée au pouvoir.

Project 2025 se fonde sur le *Mandate for Leadership* de la Heritage Foundation, influente sous le président Reagan. Son site Web contient une section recensant ce qui est contenu ou non dans *Project 2025*. Dans l'avant-propos, on y présente quatre « grands chantiers »⁶ que le mandat cherche à faire avancer :

1. Ramener la famille au centre de la vie américaine et protéger nos enfants.
2. Démanteler l'État administratif et redonner l'autogouvernance au peuple américain.
3. Défendre la souveraineté, les frontières et les richesses de la nation contre les menaces mondiales.
4. Préserver les droits individuels de vivre librement qui nous ont été donnés par Dieu, appelés les « bienfaits de la liberté » dans la Constitution.

Bon nombre d'idées exposées dans le plan directeur du *Mandate for Leadership* de *Project 2025* se sont faufilees jusqu'aux premiers décrets présidentiels annoncés par Donald Trump, parfois presque mot pour mot⁷. Il s'agit d'un mandat urgent : il y est noté que l'administration n'a qu'un horizon de deux ans et une seule chance de mettre ces politiques en place avant les prochaines élections de mi-mandat⁸. Le projet a qualifié les premiers jours du gouvernement de période critique pour instaurer une vision idéologique en utilisant les mécanismes du pouvoir exécutif à leur maximum.

2.2 Décrets présidentiels

Les décrets offrent à tout nouveau président un outil immédiat pour redéfinir la politique fédérale et les priorités des administrationsⁱ. L'approbation du Congrès n'est pas nécessaire. En 2017, Donald Trump avait usé de cette stratégie en signant, à sa première semaine en poste, de nombreux décrets présidentiels allant de restrictions sur l'immigration aux gels réglementaires. Son stratège en chef Steve Bannon y décrivait alors une tactique consistant à « inonder le terrain » d'actions rapides de l'exécutif de manière à susciter un trop-plein de réactions de la part des médias et de l'opposition : « Chaque jour, on leur balance trois nouvelles. Ils se ruent sur la première, pendant qu'on fait notre travail... c'est la vitesse initiale qui fait foi de tout », affirmait-il en insistant sur la rapidité et le volume⁹. Les premiers jours de la présidence Trump 2.0 en ont constitué la suite logique. Les décrets présidentiels ne sont pas propres à Donald Trump, car des présidents des deux partis y ont également déjà eu recours en début de mandat, mais Donald Trump en a fait une stratégie politique délibérée.

Équité, diversité et inclusion (EDI)

Les décrets du président Trump sur l'EDI en 2025 illustrent la dynamique de l'action fédérale sur le secteur privé. L'un des premiers décrets de Trump 2.0 a aboli catégoriquement les programmes d'EDI dans la fonction publique fédérale, le président ayant le pouvoir de réglementer les administrations relevant de l'exécutif. Un autre décret présidentiel a toutefois atteint la sphère privée : il a été demandé aux agents fédéraux chargés des approvisionnements de cesser d'appliquer les mesures de discrimination positive et aux fournisseurs de se conformer aux nouvelles limites sur l'EDI^{10 11}.

Les entreprises privées agissant comme fournisseurs auprès du gouvernement fédéral ont soudainement craint que leurs programmes de diversité à l'interne soient jugés

ⁱ Les décrets présidentiels sont des outils utilisés pour gérer l'appareil exécutif du gouvernement fédéral. Leur concept lie essentiellement les administrations et employés fédéraux et non les simples citoyens ou sociétés privées. Les décrets ne créent pas de nouvelle loi et n'ont force de loi pour personne à l'extérieur de l'exécutif. Un président ne peut imposer une règle donnée directement à une entreprise privée ou à un gouvernement d'État au moyen d'un décret si l'entreprise ou l'État n'est pas du ressort de l'exécutif fédéral. Un décret présidentiel peut toutefois influencer indirectement sur le secteur privé en tirant parti de l'imposant pouvoir d'achat et de surveillance réglementaire du gouvernement fédéral. Par exemple, le président peut ordonner aux administrations fédérales d'imposer certaines conditions aux entreprises qu'elles engagent ou de mettre en avant-plan (ou en second plan) l'application spécifique de certains règlements. C'est par ces mécanismes qu'un décret présidentiel agit sur le comportement des organisations privées sans les réglementer directement.

« illégaux » en vertu de ces nouvelles règles. Les sociétés sans lien commercial direct avec le gouvernement ont ressenti une pression indirecte. Lorsqu'un décret présidentiel oriente des fonds ou des partenariats fédéraux vers des comportements spécifiques, c'est la ligne entre les secteurs public et privé qui devient floue, si bien que l'influence du président s'invite dans les salles de conférence des grandes sociétés, les universités et les fondations philanthropiques. Il ne faut pourtant pas oublier que les administrations fédérales sont médiatrices de cette influence : il est possible qu'un décret présidentiel déclenche des enquêtes par certaines administrations ou influe sur le choix des entreprises qui décrochent des contrats fédéraux, mais un décret à lui seul ne rend pas illégales les activités du secteur privé en l'absence de mesures législatives.

La grande préoccupation à propos des décrets présidentiels visant l'EDI est leur effet dissuasif, particulièrement sur les programmes volontaires adoptés par des organisations privées. Certaines sociétés, universités et fondations philanthropiques ont tellement peiné à interpréter les nouvelles directives que, dans certains cas, elles ont mis leurs programmes de diversité sur pause de manière anticipée, même avant qu'une quelconque règle soit appliquée. Les décrets présidentiels ont eu un effet dissuasif sur le comportement des organisations. Dans ce contexte, l'effet des décrets présidentiels pose un risque de régression non seulement sociale mais économique. Si des entreprises coupent dans leurs programmes de mentorat des employés sous-représentés, ou si les universités interrompent leurs efforts visant à favoriser des campus inclusifs, la perte n'est pas seulement un effet abstrait : elle pourrait se traduire par un recul de l'innovation, un gaspillage de talents et un affaiblissement de la concurrence avec le temps^{12 13}.

Bien qu'un gouvernement puisse croire que certaines initiatives ne sont pas souhaitables, la poursuite de cette philosophie par décret présidentiel doit se faire avec précision et avec prudence. Un vague édit peut avoir l'effet inverse, semer la confusion et se transformer en bataille judiciaire plutôt que d'entraîner une victoire politique rapide. Le cas de l'EDI illustre cette situation, puisque de nombreuses révisions judiciaires sont en cours. Aux États-Unis, le [National Council of Nonprofits](#) surveille activement les décrets Trump 2.0 et leurs répercussions, ce qui en fait une source d'informations essentielle.

2.3 Processus budgétaire législatif

Parallèlement aux décrets présidentiels, le budget fédéral des États-Unis est établi au moyen d'un processus législatif annuel crucialⁱⁱ qui s'amorce par la proposition du

ⁱⁱ Le processus budgétaire législatif commence par une proposition du président et nécessite que le Congrès adopte une résolution budgétaire dans laquelle sont définies des cibles de revenus et de



président, suivie de négociations au Congrès. Ce processus est souvent le théâtre de conflits partisans sur les priorités en matière de dépenses et sur la politique fiscale.

À la fin février 2025, la Chambre des représentants, avec une faible majorité républicaine, a adopté une proposition budgétaire prévoyant une importante réduction des dépenses parallèlement à des baisses d'impôt prolongées – environ deux billions de dollars sur 10 ans, principalement en ciblant des programmes de soins de santé comme Medicaid – pour compenser des baisses d'impôt allant jusqu'à 4,5 billions de dollars et hausser le plafond de la dette^{iii 14 15}. À l'inverse, le Sénat a proposé une approche plus modeste marquée par des baisses immédiates limitées et le report des grands débats sur les impôts et les dépenses sociales^{iv 16}. Cette divergence indique que toute réduction extrême planifiée par la Chambre sera contestée par le Sénat.

L'étendue des réductions dans le plan de la Chambre est beaucoup plus grande que n'importe quelle autre récente compression ayant affaibli le filet de sécurité sociale. Selon une estimation, une circonscription au Congrès perdrait en moyenne quelque 2 milliards de dollars de financement fédéral, et ces réductions feraient probablement augmenter les taux de pauvreté et de personnes sans assurance médicale¹⁷. Le prix à payer quand on réduit les dépenses dans le bien-être social est une augmentation du nombre de personnes sans assurance médicale, une diminution de l'accès à des soins médicaux, des coûts directs plus élevés pour les familles à faible revenu et une pression sur les administrations locales et les fournisseurs qui doivent combler le manque. Ces effets seraient ressentis partout au pays, mais les personnes à faible revenu, les enfants et les personnes âgées qui dépendent de ces programmes seraient touchés le plus durement.

dépenses. La Chambre et le Sénat rédigent séparément des résolutions qui sont regroupées dans un cadre définitif. Ce cadre peut se traduire par un rapprochement budgétaire, selon lequel un projet de loi budgétaire peut être adopté au Sénat par une majorité simple et éviter l'obstruction. Par la suite, le Congrès établit le détail du financement, par des crédits budgétaires ou d'autres mesures législatives.

ⁱⁱⁱ La résolution budgétaire de la Chambre permettrait jusqu'à 4,5 billions de dollars de baisses d'impôt (prolongement de la loi fiscale de 2017) et hausserait le plafond de la dette de 4 billions de dollars. Pour couvrir ces coûts, le plan cible une réduction des dépenses de quelque 2 billions de dollars sur les dix prochaines années, un total qui comprend une réduction d'au moins 1,5 billion de dollars de dépenses obligatoires. Dans son plan, la Chambre ordonne au Comité de l'énergie et du commerce de réduire ses dépenses de 880 milliards de dollars, une réduction qui proviendrait essentiellement des programmes de soins de santé comme Medicaid.

^{iv} Le Sénat a proposé un projet de loi de rapprochement budgétaire moins imposant, où le financement de la défense et de l'immigration (environ 342 milliards de dollars sur 4 ans) serait compensé en entier par des réductions, alors que le débat sur les baisses d'impôt et les dépenses sociales en général serait repoussé à un projet de loi ultérieur. Les directives du Sénat sur les programmes sociaux étaient plus modestes. Par exemple, on exigeait seulement 1 milliard de dollars environ d'économies en santé sur 4 ans, ce qui veut dire que dans l'immédiat, Medicaid ne subirait que des changements minimes.



Récemment, des législateurs républicains se sont butés à une forte opposition dans des assemblées un peu partout aux États-Unis, principalement en raison des propositions de réductions budgétaires touchant Medicaid et d'autres programmes sociaux¹⁸. Les électeurs, y compris un grand nombre dans des circonscriptions traditionnellement conservatrices, s'opposent fermement à ces réductions, eux qui craignent de perdre des services de santé essentiels. Cette opposition de plus en plus forte est le résultat d'anxiétés profondes parmi l'électorat au sujet des compressions dans les services sociaux essentiels, ce qui indique qu'il y aura des défis à relever pour les législateurs favorisant de telles mesures législatives et que les taux d'approbation de base vont diminuer.

2.4 Délégation des dossiers sociaux aux États

Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Trump, aligné sur la vision de *Project 2025*, un grand nombre de dossiers sociaux ont été réacheminés vers les États et les administrations locales. Cette approche mise sur les institutions traditionnelles – la famille et la communauté – pour orienter les politiques, et non sur les mandats fédéraux. Dans les faits, ces visées se sont traduites par un mouvement en faveur des droits des États dans de grands chantiers sociaux, comme l'avortement, l'identité de genre, le mariage et l'orientation sexuelle. Comme les États exercent davantage de contrôle sur les dossiers sociaux, certains contestent directement les limites de la loi fédérale, ce qui laisse présager des problèmes d'ordre constitutionnel.

Par exemple, le mariage entre conjoints de même sexe est un dossier où le droit fédéral, en vertu d'un arrêt de la Cour suprême, a actuellement préséance, mais certains États ont adopté des résolutions qui la défient ouvertement. Un État qui refuserait de reconnaître un mariage homosexuel ou un fonctionnaire qui refuserait d'octroyer un permis de mariage en prétextant une interdiction de l'État contreviendrait carrément à l'arrêt *Obergefell* (et, aujourd'hui, à la *Respect for Marriage Act*) et s'exposeraient à des poursuites. Bien qu'aucun État ne s'y soit véritablement opposé, les bases politiques ont été jetées en prévision d'une éventuelle confrontation constitutionnelle sur l'égalité dans le mariage¹⁹. La série de résolutions des États fournit des causes types et des motifs pour renverser les précédents. Si suffisamment d'États présentent des oppositions similaires, il se peut que la Cour suprême se sente contrainte d'autoriser la révision, et peut-être la redéfinition, des droits constitutionnels fédéraux dans ces dossiers.

La tendance à déléguer les dossiers sociaux aux États entraîne des conséquences profondes sur le fédéralisme américain. D'un côté, elle représente un retour des « droits des États » dans des dossiers qui, depuis un demi-siècle, étaient souvent régis par des décisions judiciaires fédérales (comme l'avortement avec *Roe* et le mariage avec *Obergefell*). Les militants soutiennent que cette tendance se prête à



des politiques qui reflètent mieux les valeurs communautaires et les traditions religieuses et que les administrations locales sont les mieux placées pour rendre des comptes à la population sur les questions morales et culturelles. D'un autre côté, ce changement soulève des préoccupations quant à l'inégalité et à la fragmentation des droits des citoyens. Les libertés individuelles fondamentales – la possibilité de se marier avec la personne de son choix, de prendre soi-même des décisions médicales sur son corps ou de faire reconnaître son identité de genre – risquent désormais de dépendre des frontières des États. Cette mosaïque augmente la polarisation au niveau national et remet en question le rôle du pouvoir fédéral comme gardien des droits constitutionnels individuels.

2.5 Impact sur la société civile

Les effets cumulatifs des politiques de Trump 2.0 laissent présager des transformations profondes dans le secteur social. Historiquement les associations américaines à but non lucratif ont été vues comme des structures médiatrices, l'augmentation du financement de l'État étant considérée comme une façon d'entretenir et d'étendre l'État-providence en remédiant aux inefficacités des gouvernements. Cependant, selon un point de vue populiste, les fondations et les associations à but non lucratif sont de plus en plus perçues comme opérant dans la sphère de l'insularité, c'est-à-dire qu'elles sont dirigées par des élites déconnectées du quotidien de la plupart des citoyens²⁰. Ce sont ces sentiments qui sous-tendent les décrets présidentiels, en particulier ceux qui visent les initiatives d'équité, diversité et inclusion (EDI). Les décisions budgétaires, marquées par d'importantes réductions des dépenses fédérales, et la délégation de la responsabilité des politiques sociales aux administrations locales, en font partie intégrante. Chacune d'elles risque de fragmenter la protection des droits civils et d'envenimer les inégalités d'accès à des libertés fondamentales et à des services sociaux essentiels.

Ces tensions sont au cœur des débats en cours sur le rôle de la société civile en démocratie. Les défenseurs de la philanthropie progressiste affirment que les fondations et les sociétés à but non lucratif jouent un rôle essentiel dans l'élimination des injustices systémiques que les marchés et les gouvernements ne parviennent pas à corriger. Les critiques soutiennent quant à eux qu'un secteur philanthropique de plus en plus activiste risque d'écarter les délibérations démocratiques et de renforcer une forme de gouvernance où la reddition de comptes au grand public est absente. C'est la question générale de la légitimité de la philanthropie et de ses limites dans la forme qu'elle donne au changement sociétal qui est en jeu dans ce débat. Les bouleversements structurels en cours entraîneront des conséquences à long terme qui redéfiniront les rôles du gouvernement, du secteur privé et de la philanthropie.

3.0 Effets sur le secteur philanthropique américain

Bien que le secteur philanthropique ne soit pas étranger à l'adaptation aux transitions politiques, l'ampleur et le rythme des changements en ce début de mandat s'accompagnent de difficultés distinctes, d'un contexte d'informations limitées et d'une perception de risque accru. Dans ce chapitre, il est question des principaux facteurs contextuels qui façonnent le secteur philanthropique : le changement d'atmosphère depuis Trump 1.0, l'examen plus minutieux des initiatives d'équité, diversité et inclusion (EDI) et la recherche d'un but commun en période de polarisation. D'où cette question fondamentale : qui comblera les lacunes?

3.1 Définition du contexte

Un sentiment différent par rapport à Trump 1.0

Pendant la présidence Trump 1.0 (2017-2021), on a constaté tous les types de comportements : les bailleurs de fonds progressistes montraient une opposition manifeste, les institutions plus centristes faisaient preuve d'adaptation stratégique, et un sous-groupe de donateurs conservateurs acquiesçaient avec enthousiasme²¹. Au cours du premier mandat de Donald Trump, le secteur philanthropique se mobilisait souvent, en opposition directe aux actions fédérales sur le changement climatique, l'immigration, les soins de santé et la justice raciale²². On a aussi observé une importante hausse des dons individuels, motivée par un mouvement d'opposition aux politiques jugées régressives, une période que certains ont qualifiée de « dons mus par la rage »²³. Cette motivation a montré que le grand public soutenait les associations à but non lucratif comme remparts contre des politiques jugées hostiles aux causes et aux groupes marginalisés. Les fondations se sont retrouvées à exercer un double rôle, devant renforcer les mesures de défense de la société civile tout en expérimentant de nouveaux modes accélérés d'octroi de subventions, de défense des politiques et de formation de coalitions.

Cette fois-ci, le sentiment est complètement différent. Si certains bailleurs de fonds se mobilisent une fois de plus, les premiers signes indiquent une réalité plus complexe. L'important volume des changements en termes de politiques et des décrets présidentiels a créé une masse d'informations – tantôt conflictuelles, tantôt délibérément vagues – qui fait en sorte que les fondations ont du mal à anticiper. On entend des préoccupations et des critiques selon lesquelles les bailleurs de fonds ne



se manifestent pas encore assez²⁴. Les médias et les experts cherchent plutôt à comprendre le peu d'informations confirmées qui ressort. Au moment de rédiger, certains dirigeants du secteur philanthropique avaient commencé à faire part de leurs plans, et des experts croient que d'autres emboîteront le pas²⁵. Cette réaction relativement tranquille contraste fortement avec la position plus affirmée du secteur philanthropique au cours du premier mandat de Donald Trump, si bien qu'on se demande comment le secteur choisira de réagir, tant par ses paroles que par ses actions²⁶.

L'EDI sous la loupe : les fondations comme cibles politiques

Tandis que les dirigeants philanthropiques cherchent un sens à cette dynamique changeante, le paysage philanthropique sous Trump 2.0 subit un important développement : un plus strict examen des initiatives d'équité, diversité et inclusion (EDI) décrites à la section 2. Le décret présidentiel sur l'EDI pose un défi particulièrement complexe aux fondations philanthropiques dont les actifs dépassent 500 millions de dollars, non pas parce qu'il a force de loi, mais parce qu'il sème l'incertitude. Une liste publiée par le *Chronicle of Philanthropy* dénombre 346 fondations pouvant faire l'objet d'une enquête en vertu du nouveau décret du président Trump visant les politiques d'EDI²⁷. Les implications de cet examen minutieux vont même jusqu'à soulever des préoccupations en matière de conformité réglementaire, de risque pour la réputation et d'éventuelles contestations judiciaires.

Bien que ce décret présidentiel soit contesté devant les tribunaux et risque de ne pas résister au contrôle judiciaire, son existence à elle seule a de quoi exercer un effet dissuasif. Les grandes fondations, compte tenu de leur visibilité et de leur influence financière, peuvent se sentir forcées d'adapter leurs initiatives d'EDI en amont pour éviter d'être scrutées à la loupe par les pouvoirs politiques, même en l'absence d'obligations juridiques claires. Cet effet dissuasif pourrait se traduire par une plus grande prudence dans l'octroi de subventions, par des changements de priorités de financement ou par des manœuvres juridiques pour protéger les programmes actuels. Au même moment, certaines fondations choisiront peut-être d'utiliser leurs ressources pour contester les implications du décret présidentiel et se faire des défenseurs du rôle de la philanthropie pour promouvoir l'équité.

Les recherches de More in Common

En dépit des vastes fossés observés dans le discours politique, les recherches d'organisations comme More in Common montrent que les Américains ont plus de points communs que ce qui est souvent supposé. Selon un récent rapport, *The Priority Gap: Insights on the 2024 Election Outcome*²⁸, l'inflation était la plus grande

préoccupation dans tous les groupes démographiques, l'économie et l'immigration arrivant au deuxième et troisième rang. De nombreux électeurs ayant choisi Trump en 2024 étaient des citoyens désengagés sur le plan politique, et non des conservateurs idéologiques convaincus. Le paysage politique est donc plus complexe que ce que pourraient indiquer les positions partisans rigides²⁹. Par ailleurs, selon une recherche de Populace³⁰ citée dans le *Chronicle of Philanthropy*, les électeurs des camps Biden et Trump ont des priorités communes, comme l'accès à des soins de santé de qualité, la sécurité des communautés, les réformes de la justice criminelle, le soutien de la classe moyenne et la modernisation des infrastructures.

Ces conclusions indiquent que la philanthropie devrait se concentrer sur les intérêts communs plutôt que sur les divisions perçues pour chercher à bâtir des ponts. Les recherches servent cette mise en garde : les discours médiatiques, la rhétorique politique et les ailes idéologiques d'un parti amplifient souvent les divisions au delà de ce que disent les sondages³¹. Bien que la polarisation demeure une réalité, le secteur philanthropique doit être conscient du rôle qu'il peut jouer pour favoriser un dialogue constructif ou pour exacerber les divisions.

3.1 La grande question : combler les lacunes

Le retour du gouvernement Trump suscite de nouvelles craintes de coupures draconiennes dans les programmes sociaux et les infrastructures de la société civile, ce qui vient attiser le débat de longue date, expliqué dans le [Rapport sur le paysage 2024 de FPC](#), visant à déterminer si la philanthropie doit compléter ou remplacer les fonctions de l'État³². Cette tension n'a rien de nouveau. Historiquement, la philanthropie opère dans la zone grise entre responsabilité publique et responsabilité privée, où certains avancent que les fondations jouent un rôle crucial pour venir en aide aux populations marginalisées en période de recul des gouvernements, tandis que d'autres préviennent que la philanthropie légitime ou encourage les reculs de l'État. Le débat est particulièrement prononcé en période de crise ou de transition, puisque les fondations sont souvent présentées comme des « premiers secours », mais également critiquées pour leurs limites en termes d'envergure, de responsabilité et de durabilité.

Bien que le thème du silence soit mentionné, il y a des exemples de philanthropes qui se sont montrés à la hauteur. Michael Bloomberg est l'un des exemples les plus notables d'un philanthrope milliardaire qui intervient pour combler le manque de financement fédéral. Bloomberg Philanthropies s'est en effet engagée à couvrir les engagements financiers et de rapport des États-Unis envers la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) après que Donald Trump eut retiré les États-Unis de l'Accord de Paris en 2017. Les États-Unis contribuent normalement pour environ un cinquième du budget de la UNFCCC, soit quelque 7,4 millions de dollars en 2023. L'intervention de Bloomberg a démontré comment se



servir de la richesse privée pour honorer un engagement mondial, mais elle a également mis en lumière les limites du recours à la philanthropie pour remplacer les obligations de l'État³³.

Semblablement, les premières manifestations des grandes fondations américaines montrent un engagement nouveau et croissant à donner en réponse aux replis du gouvernement fédéral. La MacArthur Foundation³⁴ et la Freedom Together Foundation³⁵ ont parlé publiquement de l'expansion de leur stratégie d'octroi de subventions. Ces annonces sont déjà à la fois célébrées et critiquées. La mesure de ce qui sera exigé ou attendu du secteur des fondations demeure floue, mais les appels à l'aide philanthropique se font déjà entendre³⁶. La grande question n'est pas de savoir si la philanthropie peut intervenir, mais de quelle façon, compte tenu de son manque d'imputabilité démocratique et du risque de légitimer le désengagement des gouvernements. Comme David Callahan d'Inside Philanthropy l'a fait remarquer sur LinkedIn³⁷, l'argent est là, mais le montant à libérer pour une « résistance renouvelée » dépend de la gravité de la situation et de la présentation par des groupes progressistes de stratégies convaincantes pour intervenir.

USAID

Le décret présidentiel 14169, *Réévaluation et réalignement de l'aide extérieure des États-Unis*, adopté le 20 janvier 2025³⁸, a permis à l'administration Trump 2.0 de suspendre pendant 90 jours tous les programmes d'aide au développement étranger des États-Unis pour procéder à leur analyse complète, soutenant que le cadre actuel d'aide étrangère n'était pas aligné sur les intérêts américains. En conséquence, les contrats d'aide étrangère de l'agence USAID ont été amputés de plus de 90 %. Ainsi, une réduction du financement par une marge d'environ 60 milliards de dollars et l'abolition de quelque 10 000 subventions ont fortement nui aux programmes de développement et de santé à l'échelle mondiale^{v 39}. L'impact de ce décret présidentiel

^v L'agence USAID a été établie sous la présidence Kennedy par l'adoption de la *Foreign Assistance Act* de 1961 pour faire avancer la politique étrangère, la sécurité et les intérêts nationaux des États-Unis. Elle est depuis longtemps considérée comme un pilier du *soft power* des États-Unis. Historiquement, elle a contribué à freiner l'expansion du communisme et à faciliter la transition de l'Europe centrale et orientale vers des démocraties de marché.

Les recommandations politiques sous-jacente à ce décret présidentiel, inscrites dans *Project 2025*, cherchent à aligner davantage l'agence USAID sur les priorités conservatrices et les objectifs de politique étrangère des États-Unis en ramenant ses budgets aux niveaux antérieurs à la COVID-19, en la réintégrant au Département d'État, en restructurant la surveillance des droits civiques et en renommant le Bureau de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes pour qu'il reflète les valeurs conservatrices. Par ailleurs, *Project 2025* qualifie d'essentiels ces efforts pour contrer la Nouvelle Route de la soie de la Chine, tout en saluant également l'efficacité de programmes comme le PEPFAR, qui pourraient servir de modèles pour de futures initiatives de USAID. Alors que continuent les contestations

sur les opérations, les programmes, les contrats et les subventions de USAID a été immédiat.

D'autres grandes nations donatrices ont également réduit leurs engagements en 2025. Le Royaume-Uni, sous le Premier Ministre Keir Starmer, a fait passer son budget d'aide étrangère de 0,5 % à 0,3 % du revenu national brut, ayant choisi de consacrer 6 milliards de livres à l'augmentation des dépenses en défense, un choix fortement critiqué par les organisations de développement⁴⁰. Les Pays-Bas ont quant à eux réduit de 30 % leur aide officielle au développement, accordant la priorité aux projets servant l'intérêt national⁴¹. Ces nouvelles tendances indiquent un vaste réalignment des priorités de développement international et soulèvent des craintes vis-à-vis de l'avenir des efforts humanitaires, particulièrement dans les régions déjà secouées par les conflits, la pauvreté et les crises climatiques. Les nouvelles données publiées sur les régions et les secteurs les plus touchés permettront d'acheminer le financement plus efficacement⁴².

En réponse, les collaborations entre les organisations philanthropiques et les acteurs locaux sont bien établies et continuent d'évoluer, les parties prenantes cherchant à bâtir des ponts et à optimiser l'impact. Les efforts actuels, comme ceux du [Network of Engaged International Donors](#) (NEID), établi en 2008, orientent les donateurs qui s'aventurent dans la philanthropie internationale. De même, [Unlock Aid](#), en collaboration avec plusieurs partenaires, a lancé le [Foreign Aid Bridge Fund](#) pour combler les manques à gagner dans l'immédiat. D'autres initiatives, comme le [Network for Empowered Aid Response \(NEAR\)](#), le [Founders Pledge](#) et [GlobalGiving](#), mobilisent activement des ressources et du savoir-faire. Entre-temps, des efforts de recherche continue comme ceux que mène le Bridgespan Group et la Gates Foundation, qui suivent les [collaborations philanthropiques](#) depuis 2001 et ont mis leur base de données à jour en février 2025, continuent de façonner et d'orienter les nouveaux partenariats. Ces réseaux établis et ces nouvelles alliances seront d'une importance capitale pour l'adaptation aux changements en matière de politiques.

Comme le financement de l'aide internationale diminue, le débat se poursuit pour déterminer qui devrait combler les lacunes et quelle devrait être la structure des autres mécanismes de financement⁴³. Cette situation est un exemple de la renaissance du rôle de la philanthropie pour combler ces lacunes de financement. Kathleen Enright, PDG du Council on Foundations, rappelle avec insistance que la philanthropie ne peut compenser les coupures dans les mesures d'aide étrangère du gouvernement américain. Elle fait remarquer que les fondations américaines ont contribué pour 8 milliards de dollars à des causes internationales, comparativement au montant de 49 milliards de dollars autrefois affecté par les États-Unis à l'aide

judiciaires et les décisions des tribunaux, la situation n'est toujours pas claire, ce qui laisse un vide dans les efforts d'aide internationale.



étrangère. « Un problème mathématique », dit-elle⁴⁴.

4.0 Portrait des impressions des membres du secteur philanthropique américain

Afin de mieux comprendre comment la philanthropie américaine réagit dans ce contexte en évolution, FPC a réalisé un portrait – un effort de recherche exploratoire conçu pour dégager les nouvelles tendances et les changements stratégiques et pour confirmer les thèmes observés à l'échelle du secteur. Cette recherche donne un aperçu du discours philanthropique aux États-Unis entre la fin février et le début mars. Nous avons recueilli les observations de douze experts en philanthropie, notamment des représentants de fondations privées, d'organisations communautaires et d'entreprise, des détenteurs de fonds orientés par les donateurs (FOD) et des bénéficiaires de subventions. Comme il peut être délicat de faire part de son opinion publiquement, les idées ont été présentées de façon anonyme, sans référence à un auteur ni citation directe. Ainsi, cette analyse résume des grands thèmes plutôt que de présenter des points de vue individuels. Nous avons donc une compréhension préliminaire de la réaction du secteur en cette période d'incertitude.

4.1 Trois thèmes

On constate que le secteur philanthropique navigue parmi l'incertitude et le silence stratégique, l'évolution des stratégies de don, et l'incidence continue sur la résilience des associations à but non lucratif et leur adaptation.

L'incertitude et le silence stratégique

La peur généralisée de l'inconnu et l'incertitude qui paralyse le secteur sont des thèmes qui reviennent parmi les participants. Les donateurs politiques, en particulier, se disent nerveux par rapport au climat actuel, incertains de la perception que pourraient susciter leurs contributions électorales. Les donateurs et les fondations semblent dépassés et avoir du mal à déterminer de quelle façon et dans quelles circonstances ils peuvent exercer un impact dans un contexte aussi imprévisible. Les personnes interrogées ont observé que, si des crises mondiales antérieures ont rapidement entraîné des déclarations publiques de la part des fondations, la situation

actuelle ne génère pas le même niveau d'engagement. Les équipes de communications ne semblent pas être proactives pour façonner des récits ou publier des déclarations, ce qui contribue en quelque sorte au silence de la philanthropie institutionnelle. Plusieurs participants du secteur philanthropique croient plutôt que ce sont les dirigeants des associations à but non lucratif – ceux qui ont le plus à perdre – qui se font entendre.

Selon un autre point de vue, les fondations font du ménage dans leurs affaires. En coulisses, des donateurs individuels et institutionnels font le point avec leurs associations à but non lucratif et leurs bénéficiaires en leur demandant quels sont leurs besoins afin de planifier la suite des choses. Ils surveillent la situation de près, mais ne savent pas toujours à quel moment intervenir. Tout dépend de certains facteurs, notamment si leur intervention est alignée sur la mission de l'organisation, soutient le secteur à but non lucratif, ou traduit une idée générale d'alliance. Certaines fondations se penchent également sur le fait que, bien que leurs idéologies politiques soient alignées sur le gouvernement actuel, elles versent aussi des dons dans des secteurs visés par des coupures, comme l'aide humanitaire et les services sociaux. Ces fondations se demandent si elles vont utiliser cette voix, publique ou privée, pour faire valoir au gouvernement leur point de vue sur l'ampleur de ces compressions.

La réponse des donateurs et des institutions

Les participants indiquent qu'une approche attentiste subsiste, tant sur le plan individuel qu'institutionnel. Il est notamment difficile de déterminer quels sont les problèmes principaux, et aussi les plus pressants. Les donateurs essaient d'évaluer comment exercer un impact dans le climat actuel, si bien qu'ils n'ont pas encore beaucoup modifié leur formule de don. Tout porte à croire qu'un changement se prépare, puisque des conseillers et des intermédiaires se font demander de formuler une liste des associations à but non lucratif ayant les plus grands besoins. Les fonds orientés par les donateurs (FOD) suscitent l'intérêt, car ils ont la capacité de préserver l'anonymat dans un contexte politique délicat. Plusieurs participants ont mentionné qu'un retour au financement est possible dans des secteurs plus neutres, comme les hôpitaux et les initiatives communautaires non controversées. Du côté institutionnel, les universités et les entreprises donatrices ont aussi une réaction prudente, en particulier par rapport aux initiatives d'EDI et aux affiliations politiques.

La question de choisir où donner est un obstacle technique auquel s'ajoute le manque de données prouvant qu'il existe sur le terrain des initiatives sur la façon de donner. Les modèles de financement collaboratif, comme les cercles de don et les fonds collectifs, sont mentionnés comme facteurs dans la répartition des ressources, tout comme les signes d'épuisement de la collaboration, car les bailleurs de fonds doivent naviguer parmi des priorités concurrentes et des crises prolongées. Il a été



mis en évidence que les pratiques philanthropiques, notamment la philanthropie stratégique par rapport à la philanthropie basée sur la confiance, la mesure de l'impact et la reddition de comptes, doivent être évaluées dans ce paysage qui évolue rapidement. Les participants ont constaté que, compte tenu du peu de données factuelles sur le terrain, il n'est pas facile d'affirmer qu'il existe une approche « idéale ». La réflexion sur les stratégies de la COVID-19, comme les rapports verbaux ou l'utilisation des dons expérimentaux, peut offrir de riches perspectives, le secteur établissant un équilibre entre les modèles antérieurs et l'innovation.

L'impact sur les associations à but non lucratif et leur adaptation

Dans l'ensemble, les participants s'inquiètent de l'impact général sur les associations à but non lucratif, particulièrement les bénéficiaires. Ils se disent quelque peu surpris et consternés que certaines organisations à but non lucratif continuent de fonctionner avec des réserves à sec. Les associations à but non lucratif dont les sources de revenus ne sont pas diversifiées, en particulier celles qui dépendent des subventions gouvernementales ou qui s'appuient sur une faible base de donateurs, sont celles dont l'instabilité financière a le plus augmenté. Il y aurait tout de même des efforts pour diversifier leurs sources de revenus. Par exemple, certaines associations à but non lucratif internationales ont dû combler des lacunes dans des communautés locales où l'aide étrangère des États-Unis avait été réduite.

Sur le plan opérationnel, les associations à but non lucratif adaptent leur discours en modifiant leurs communications externes sur leur programmation, et même en soignant leurs formulations dans leurs communications internes. Les cabinets d'avocats collaborent avec les associations à but non lucratif pour déterminer, le cas échéant, à quel moment et de quelle façon intervenir à la suite des décrets présidentiels visant l'EDI. Une personne interrogée a indiqué que les organisations coupent stratégiquement dans leurs programmes pour préserver leurs opérations fondamentales et éviter d'abandonner complètement leurs bénéficiaires. Cette personne a insisté pour dire que les dirigeants du secteur à but non lucratif se préoccupent avant tout du bien-être de leurs bénéficiaires, plutôt que de la durabilité de leur organisation.

Alors que de nombreux participants envisagent diverses options, l'un d'eux a explicité les limites de la philanthropie, affirmant qu'elle peut intervenir temporairement, mais que son impact ne sera que marginal. Il n'y a simplement pas de structure en place – cercles religieux, œuvres de bienfaisance, communautés – qui ait le nécessaire pour remplacer l'aide publique en entier. Le sentiment général était que, au bout du compte, sans une participation adéquate de l'État, il y a des gens qui vont souffrir.



4.2 Analyse

De façon générale, le secteur philanthropique se trouve en période de réévaluation plutôt qu'en période d'action immédiate. Il y a des donateurs et des institutions qui ont commencé à répondre aux besoins émergents, mais l'ampleur de la souffrance humaine révèle un manque profond, si immense qu'il rend toute compréhension difficile. Malgré l'œil attentif des médias et les spéculations des experts sur les interventions philanthropiques, l'hésitation, l'incertitude et les contraintes structurelles laissent croire qu'il y aura de nombreux besoins émergents et urgents à satisfaire, et que bon nombre ne le seront pas. Les communautés vulnérables subiront des conséquences dévastatrices si ces manques demeurent. En analysant soigneusement ces premiers signes, les bailleurs de fonds canadiens pourront mieux anticiper d'éventuels effets d'entraînement, saisir des occasions de collaboration transfrontalière et se préparer à relever des défis similaires dans leur contexte à eux.

5.0 Réflexions et actions pour les fondations philanthropiques canadiennes

Entre les perturbations économiques, y compris les tarifs sur les produits canadiens, et les bouleversements géopolitiques, les effets d'entraînement de Trump 2.0 se feront durement ressentir. Mais, au delà des politiques et de la politique, l'heure est à l'humanité – aux vies réelles qui subissent l'effet de ces changements et à la responsabilité morale d'intervenir de façon généreuse et solidaire. Paul Schervish nous rappelle la citoyenneté morale de sollicitude⁴⁵:

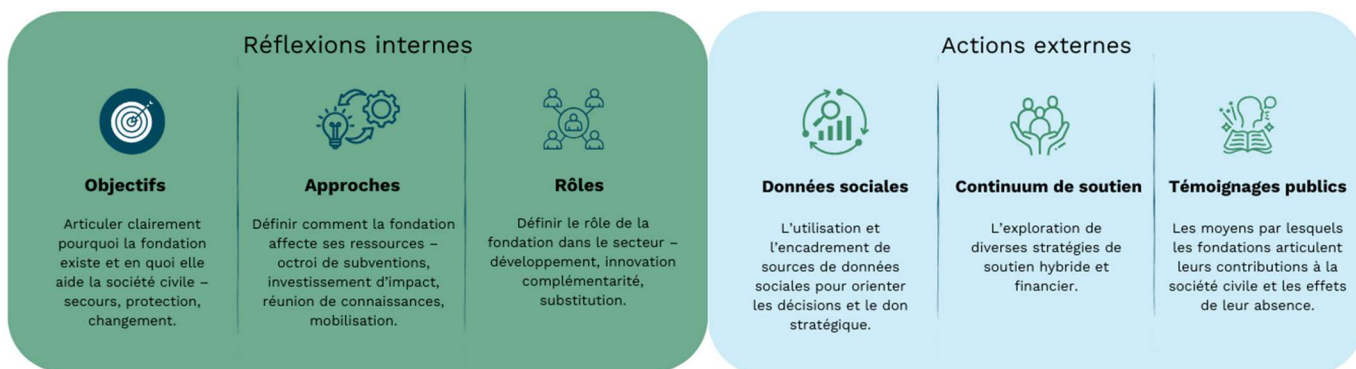
La participation à la dynamique de recevoir et de donner est une faculté intérieure de l'individu. C'est la capacité de digérer la souffrance et le mal et de produire l'amour; et de digérer l'amour et la bonté de manière à les amplifier... Plutôt que de parler de l'individu et de la communauté comme s'il s'agissait de deux réalités devant être intégrées, notre tâche est d'expliquer à chaque tournant qu'elles le sont déjà, quels qu'en soient notre raisonnement, nos sentiments et nos paroles.

Les fondations canadiennes sont depuis longtemps à l'avant-plan en matière de soutien des communautés en temps de crise et, maintenant plus que jamais, on fait appel à cet engagement. Le Rapport sur le paysage 2024 de FPC⁴⁶ met en valeur la générosité et la résilience de la population canadienne, et c'est cet esprit qui doit

guider l'action philanthropique devant les difficultés croissantes. Qu'il s'agisse d'assurer la stabilité des populations vulnérables, de renforcer la société civile ou de réaffirmer le rôle du Canada comme acteur mondial de la compassion, le secteur philanthropique canadien a la capacité et la sollicitude nécessaires pour assumer un leadership. Le moment est venu de réaffirmer les valeurs qui définissent les Canadiennes et les Canadiens et de répondre avec créativité, courage et conviction. Les idées qui suivent contiennent des réflexions et des actions sur la façon dont les fondations canadiennes devraient se préparer si elles souhaitent être à la hauteur.

5.1 Des réflexions à l'action : considérations pour les fondations philanthropiques canadiennes

Le silence actuel des États-Unis n'est pas inévitable : il découle de choix sur la nécessité et la manière de parler du travail en cours. En amorçant une démarche de réflexion et d'action, les fondations pourront contribuer à un récit plus fort et plus visible de leur rôle dans la société civile.



Ce chapitre contient des suggestions sur la façon dont les fondations peuvent se lancer dans des pratiques de réflexion et prendre des mesures proactives pour trouver leur rôle dans le soutien de la société civile.

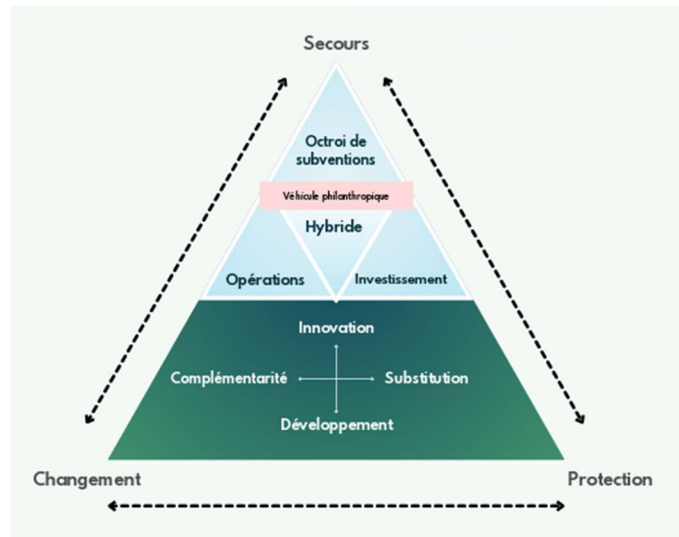
Réflexions

1. À l'interne, expliquer clairement en quoi la fondation aide la société civile

Pour bien aider la société civile, une fondation doit comprendre clairement sa façon de fonctionner et sa raison d'être. Le Triangle des fondations est un outil qui aide les fondations à explorer et articuler la façon d'utiliser leur institution comme

mécanisme pour le bien commun. Il propose une méthode structurée pour en évaluer et en communiquer les objectifs, l'approche et les rôles dans le secteur.

Initialement présenté au [Chapitre 2 du Rapport sur le paysage 2024 de FPC](#), le Triangle des fondations a été appliqué pour expliquer les transformations globales dans le secteur philanthropique. Cependant, il est tout aussi utile au niveau de chaque organisation, puisqu'il propose un cadre de réflexion interne et de communication externe. Les membres des conseils d'administration et du personnel, de même que les autres parties intéressées, peuvent s'en servir pour parfaire les stratégies actuelles, apporter des changements ou approfondir la conscience de soi. C'est un outil qui favorise une philanthropie plus intentionnelle et transparente.



En se servant du Triangle des fondations, chaque fondation peut développer sur les trois points suivants :

- Objectifs – Articuler clairement pourquoi la fondation existe et en quoi elle aide la société civile, en réfléchissant au secours, à la protection et au changement.
- Approche – Définir comment la fondation affecte ses ressources – soit par l'octroi de subventions, des programmes opérationnels, la réunion de connaissances, l'utilisation de FOD, des transferts de capitaux, des investissements socialement responsables, des investissements d'impact et des efforts de mobilisation.
- Rôles – Définir le rôle de la fondation dans le secteur – développement, innovation, complémentarité, substitution.

Exemple d'énoncé :

« Notre fondation oriente sa stratégie sur la réduction de la pauvreté (secours) et de l'iniquité en éducation (changement) (Objectif). Nous y parvenons au moyen de subventions sans restriction sur plusieurs années et de quelques investissements d'impact en début de parcours. Nous détenons aussi un FOD pour une approche de don plus anonyme et fondée sur le lieu (Approche). Nous misons sur le développement de solutions éprouvées de lutte contre la

pauvreté et d'innovation en éducation, et nous nous efforçons de compléter le rôle du gouvernement dans ces deux secteurs (Rôle). »

En utilisant le Triangle des fondations comme outil de réflexion, les fondations parviennent à mieux expliquer, évaluer et parfaire leur travail, de sorte que leurs efforts philanthropiques s'alignent sur leurs valeurs internes et les besoins en évolution de la société civile.

Actions

2. Se familiariser avec les sources de données sociales et économiques : les utiliser et les encadrer

Les États-Unis sont à même de constater à quel point l'infrastructure de données des associations à but non lucratif peut être fragile : lorsque les principales sources de données sont soudainement mises hors ligne, les fondations et les chercheurs n'ont plus accès à des données essentielles sur les tendances du secteur, les flux de financement et les besoins des communautés. Au Canada, nous devons faire en sorte que les moteurs de données auxquels on se fie demeurent accessibles et robustes. Il faut donc les utiliser stratégiquement, protéger leur accessibilité continue et investir dans des efforts qui améliorent les données du secteur à but non lucratif.

Pensez à la façon dont votre fondation consulte des sources de données comme celles-ci :

- [Statistique Canada](#) produit des tableaux de bord démographiques, économiques et sectoriels susceptibles d'aider les fondations à aligner leur financement sur les besoins des communautés.
- Le [Charity Insights Canada Project](#) de l'Université Carleton recueille des données en temps réel sur les organisations à but non lucratif et donne un aperçu unique du fonctionnement et du niveau d'adaptation des organismes caritatifs.

FPC surveille activement ces deux sources de données, et nous avons ci-après regroupé par thème des données de Statistique Canada utiles pour guider les dons stratégiques. En s'appuyant sur ces liens et en consultant des ensembles de données clés, les fondations pourront prendre de meilleures décisions, déterminer les manques à combler, encadrer les efforts de défense des intérêts et contribuer à renforcer le secteur à but non lucratif en général.

| Démographie et tendances concernant la population | Revenu, emploi et rémunération |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Horloge démographique du Canada</p> <p>Estimations démographiques annuelles (tableaux de bord interactifs) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement • Régions économiques • Divisions de recensement • Régions rurales et petites villes et régions urbaines fonctionnelles <p>Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires</p> <p>Organismes sans but lucratif du Canada rural : tableau de bord interactif (nombre d'entreprises, revenus, emploi)</p> | <p>Revenu des hommes et des femmes</p> <p>Sources de revenu familial</p> <p>Écarts de rémunération entre les hommes et les femmes parmi les cadres au Canada</p> <p>Les actifs, les dettes et la valeur nette des familles canadiennes, 2023</p> <p>Aperçu des sources de revenu des personnes racisées de 65 ans et plus au Canada, 2020</p> <p>Relevé trimestriel des états financiers</p> |
| Coût de la vie, inflation et tendances des consommateurs | Santé et bien-être |
| <p>Prix de détail des aliments</p> <p>Réduflation</p> <p>Outil de visualisation des données de l'Indice des prix à la consommation</p> <p>Outil de suivi de l'économie canadienne</p> | <p>Les incapacités liées à la santé mentale, 2022</p> <p>Changements dans la santé et l'accès aux soins de santé au Canada</p> <p>Visualisation de la mortalité au Canada</p> |
| Équité et indicateurs sociaux | Arts, culture et langues |
| <p>Indicateurs de la qualité de vie</p> <p>Taux de pauvreté des femmes âgées</p> <p>Indicateurs de la qualité de vie selon les subdivisions de recensement</p> <p>Certains indicateurs de la qualité de vie</p> <p>Étudiants postsecondaires canadiens racisés</p> | <p>Indicateurs nationaux de la culture</p> <p>Visualiseur de données sur les arts et la culture</p> <p>La diversité linguistique au Canada</p> <p>Locuteurs et locutrices d'une langue non officielle : statut d'immigration et période d'immigration</p> |



3. Réfléchir à un continuum de soutien

D'après nos conclusions, il est possible que le silence observé s'explique en partie par le fait que les fondations aient fait une pause pour consulter leurs bénéficiaires. Une mesure critique consiste à prendre régulièrement le pouls des bénéficiaires pour comprendre leur point de vue et leurs besoins. Par la suite, il est possible d'élaborer un continuum de soutien, d'abord en écoutant et en laissant parler les bénéficiaires, puis en fournissant des ressources ciblées, et enfin en prenant part à des programmes communs de défense des intérêts.

Pensez au travail de votre fonds de dotation. Le débat entre les modèles de perpétuité et de décaissement est limitatif. Les fondations devraient plutôt envisager un spectre de stratégies financières et de don accessibles caractérisées par des approches créatives et personnalisées, notamment :

- Autoriser des dépenses provenant en partie d'un fonds de dotation pour une cause précise ou un certain temps (par exemple, l'engagement de Trottier envers le changement climatique⁴⁷)
- Cibler les transferts de capitaux vers les communautés mal desservies, comme le démontrent les fondations Laidlaw, Inspirit et McConnell dans le Fonds de résilience des peuples autochtones⁴⁸.
- Considérer l'impact sur le portefeuille total de l'approche d'une fondation comme une subvention et un investissement. N'oubliez pas que le contingent des versements (CV) est un plancher. Faites valoir en quoi vos investissements sont utiles.

4. Exposer publiquement pourquoi votre philanthropie est importante et ce qui se produirait si elle disparaissait

La philanthropie joue un rôle pour surmonter les obstacles systémiques, mais sa contribution passe souvent sous silence. Dans le balado *More Than Money*⁴⁹, l'experte en politique publique américaine Sara Barba explique en quoi la démocratie s'exerce de façon ascendante : les témoignages des communautés, lorsqu'ils parviennent aux bureaux de circonscription, façonnent les conversations politiques et démontrent la valeur de la philanthropie et des fondations philanthropiques. Les fondations font partie des communautés. Plutôt que de garder le silence, les fondations peuvent utiliser un ton narratif pour articuler leur rôle et leur impact au niveau local, national et mondial de manière à convaincre les décideurs politiques.

D'autres possibilités s'offrent aussi aux fondations :



- Élaborer au moins une étude de cas illustrant comment leur financement a permis de surmonter un obstacle local, national ou mondial.
- Partager ces témoignages avec les représentants fédéraux et provinciaux pour leur présenter des exemples tangibles du rôle de la philanthropie pour soutenir la société civile.
- Collaborer avec FPC pour cartographier et regrouper les témoignages de partout au Canada et offrir un récit plus large des contributions philanthropiques.

Un résumé d'une page de chaque fondation acheminé aux bureaux des décideurs et diffusé dans l'ensemble du pays envoie un message clair et direct de l'impact de la philanthropie canadienne.

6.0 Conclusion

À une époque caractérisée par la diffusion rapide de l'information et des opinions, la certitude demeure insaisissable. Le présent exposé constitue une évaluation à un moment précis; il reconnaît explicitement que les conditions, les priorités et les politiques vont forcément évoluer. Les recherches portaient sur les priorités de Trump 2.0, axées sur une réduction de l'État administratif, les changements d'orientation idéologique et l'opposition à un élitisme perçu, parallèlement à l'évaluation de leur incidence sur la philanthropie américaine. Ces priorités placent les fondations sous étroite surveillance, aggravent les lacunes du financement fédéral et provoquent une crise pour l'infrastructure de la société civile, comme en ont témoigné les collègues américains du secteur philanthropique que nous avons consultés.

Par ailleurs, les réflexions et les actions recommandées présentées aux fondations canadiennes rappellent l'importance d'articuler clairement, à l'interne comme à l'externe, la façon dont elles aident la société civile et les conséquences de l'absence de soutien. Au delà de cet exposé, FPC demeure résolue à aider les fondations à acquérir des compétences, à organiser des conversations significatives et à participer activement à des discussions sur les politiques pour assurer leur préparation en vue des changements à venir. Faisant écho à la notion de Paul Schervish selon laquelle la philanthropie consiste autant à façonner la culture qu'à distribuer les ressources, FPC cherche à favoriser un environnement philanthropique adapté à la fois aux dimensions pratique et expressive du don⁵⁰.

Nous avons hâte de connaître vos impressions⁵¹ et de poursuivre notre partenariat pour défendre ensemble le rôle que joue la philanthropie de manière à être à la hauteur.

Pour cette recherche, les références ont été consultées et sont citées en anglais. La plupart de nos sources sont des publications américaines qui n'existent qu'en anglais. La chercheuse convient que les références unilingues influencent son point de vue et son analyse du sujet. Pour diffuser ce rapport dans les délais impartis, nous avons laissé les titres en anglais.

¹ Schervish, P. G. (2006). The Moral Biography of Wealth: Philosophical Reflections on the Foundation of Philanthropy. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 35(3), 477-

492. <https://doi.org/10.1177/0899764006288287>; Schervish, P.G. (2014). Beyond Altruism: Philanthropy as Moral Biography and Moral Citizenship of Care. In: Jeffries, V. (eds) *The Palgrave Handbook of Altruism, Morality, and Social Solidarity*. Palgrave Macmillan, New York. https://doi.org/10.1057/9781137391865_18.

² Ibid.

³ Tang, C. S. (2025, March 10). *Trump's Tariff Plan: A Strategic Move to Reshore Manufacturing*.

Industryweek.com; IndustryWeek. <https://www.industryweek.com/the-economy/public-policy/article/55273536/trumps-tariff-plan-a-strategic-move-to-reshore-manufacturing>.

⁴ Dans, P., & Groves, S. (Eds.) (2023). *Mandate for Leadership: The Conservative Promise (Project 2025)*. The Heritage Foundation. https://static.project2025.org/2025_MandateForLeadership_FULLL.pdf.

⁵ Ibid., xiv.

⁶ Ibid., 3.

⁷ Politico. (2025, February 5). *37 ways Project 2025 has shown up in Trump's executive orders*.

Politico.com. <https://www.politico.com/interactives/2025/trump-executive-orders-project-2025/>.

⁸ Dans, P., & Groves, S. (Eds.) (2023). *Mandate for Leadership: The Conservative Promise (Project 2025)*. The Heritage Foundation. https://static.project2025.org/2025_MandateForLeadership_FULLL.pdf.

⁹ Frontline, 2019. *America's Great Divide: Steve Bannon (first interview)*.

<https://www.youtube.com/watch?v=pm5xxlajTW0> (Accessed 3 March 2025).

¹⁰ Judish, J., et al., (2025, January 28). *Trump Executive Orders Target DEI in Government and Private Sector*. Pillsbury Law. <https://www.pillsburylaw.com/en/news-and-insights/trump-anti-dei-executive-orders.html>.

¹¹ Kelly, T. S., et al., (2025, February 22). *Federal Court Preliminarily Blocks Key Parts of President Trump's Orders Restricting DEI at Private Employers*. National Law Review.

<https://natlawreview.com/article/federal-court-preliminarily-blocks-key-parts-president-trumps-orders-restricting>.

¹² Roberson, Q. (2024). How Integrating DEI Into Strategy Lifts Performance. *MIT Sloan Management Review*, 66(2). <https://sloanreview.mit.edu/article/how-integrating-dei-into-strategy-lifts-performance/>.

¹³ Sundiatu, D.-F., et al., (2023, December 5). *Diversity matters even more: The case for holistic impact*.

McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/diversity-and-inclusion/diversity-matters-even-more-the-case-for-holistic-impact>.

¹⁴ Economic Policy Institute. (2025, February 27). *House passes budget resolution (H. Con. Res. 14)*.

Economic Policy Institute. <https://www.epi.org/policywatch/house-passes-budget-resolution-h-con-res-14/>;

Huberfeld, N., & Shafer, P. (2025, March 3). *GOP lawmakers commit to big spending cuts, putting Medicaid under a spotlight – but trimming the low-income health insurance program would be hard*. The Conversation. <https://theconversation.com/gop-lawmakers-commit-to-big-spending-cuts-putting-medicaid-under-a-spotlight-but-trimming-the-low-income-health-insurance-program-would-be-hard-250998>.

¹⁵ Committee for a Responsible Federal Budget. (2025, February 21). *House Budget Allows At Least \$2.8 Trillion of Deficit Increases | Committee for a Responsible Federal Budget*. Committee for a Responsible Federal Budget. <https://www.crfb.org/blogs/house-budget-allows-least-28-trillion-deficit-increases>.

¹⁶ Mellerio, P., et al., (2025, February 18). *U.S. Congress begins work on budget reconciliation process: What this means for counties*. National Association of Counties. <https://www.naco.org/news/us-congress-begins-work-budget-reconciliation-process-what-means-counties>.

¹⁷ Estep, S., et al., (2025, February 24). *The Republican House Budget Resolution's Potential \$880 Billion in Medicaid Cuts by Congressional District*. Center for American Progress.

<https://www.americanprogress.org/article/the-republican-house-budget-resolutions-potential-880-billion-in-medicaid-cuts-by-congressional-district/>.

¹⁸ Moreno, S. (2025, March 3). *GOP budget plan could cut Medicaid from 630,000 Virginians*. Axios; Axios Richmond. <https://www.axios.com/local/richmond/2025/03/03/virginia-medicaid-gop-budget-cuts-proposal>; Zanon, M., Allen, J., & Dixon, M. (2025, February 25). *House Republicans hit the brakes on town halls after blowback over Trump's cuts*. NBC News. <https://www.nbcnews.com/politics/congress/house-republicans-town-halls-blowback-trump-cuts-rcna193766>; Jimison, R. (2025, February 23). *Republicans Face Angry Voters at Town Halls, Hinting at Broader Backlash*. Nytimes.com; The New York Times. <https://www.nytimes.com/2025/02/23/us/politics/republicans-congress-town-halls-trump.html>.

¹⁹ Yurcaba, J., & Sopelsa, B. (2025). *Lawmakers in 9 states propose measures to undermine same-sex marriage rights*. NBC News. <https://doi.org/10.3597340/jo-yurcaba-byline-jm-1>.

²⁰ Schambra, W. (2025, March 11). *On "unprecedentedness."* The Giving Review. <https://thegivingreview.com/on-unprecedentedness/>.

²¹ Berry, J. M., & Goss, K. A. (2018). *Donors for democracy? Philanthropy and the challenges facing America in the twenty-first century*. *Interest Groups & Advocacy*, 7(3), 233–257. <https://doi.org/10.1057/s41309-018-0041-5>.

²² McCambridge, R. (2017, June 13). *Giving USA's Numbers for 2016 Pose Historic Challenge to Nonprofits*. Nonprofit Quarterly. <https://nonprofitquarterly.org/giving-usas-numbers-2016-reflect-historic-opportunity/>.

²³ McCambridge, R. (2018, January 25). *Shark Charities Experience Wave of Rage Donations*. Nonprofit Quarterly. <https://nonprofitquarterly.org/shark-charities-experience-wave-rage-donations>.

²⁴ Beasley, S. (2025, February 6). *Foundations Remain Largely Mute as Nonprofits Face Slashed Federal Funding*. The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/article/foundations-remain-largely-mute-as-nonprofits-face-slashed-federal-funding>; Kavate, M. (2025, March 3). *Most Funders Are Silent on Trump. But These Leaders Have Spoken Up*. Inside Philanthropy. <https://www.insidephilanthropy.com/home/most-funders-are-silent-on-trump-but-these-leaders-have-spoken-up>

²⁵ Beaty, T. (2025, February 27). *MacArthur Foundation to increase giving for two years in response to "crisis."* AP News. <https://apnews.com/article/macarthur-foundation-endowment-payout-increase-d371dede7ca34830d4653b949e90c647>; Bolduc, K. (2025, March 6). *Chaos, Cruelty, and Coercion: How Philanthropy Can Respond | The Center for Effective Philanthropy*. The Center for Effective Philanthropy. <https://cep.org/blog/chaos-cruelty-and-coercion-how-philanthropy-can-respond/>.

²⁶ Daniels, A. (2017, September 27). *Trump Era Prompts Foundation CEOs to Get Their Bullhorns Out*. The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/article/trump-era-prompts-foundation-ceos-to-get-their-bullhorns-out/>; Fine, M., & Lawrence, S. (2018, March 29). *The First Year of a New Presidency Moves Philanthropy to Action*. TCC Group. <https://www.tccgrp.com/insights-resources/insights-perspectives/the-first-year-of-a-new-presidency-moves-philanthropy-to-action/>.

²⁷ Lindsay, D. (2025, February 27). *Trump's DEI Order Takes Aim at the Biggest Foundations. Here Are the 346 That Could Face a Probe*. The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/article/these-346-foundations-are-candidates-for-a-trump-dei-investigation>.

²⁸ More in Common. (2024, November 28). *The Priority Gap - More In Common*. More in Common. <https://moreincommonus.com/publication/the-priorities-gap/>.

²⁹ Ibid.

³⁰ Lindsay, D. (2025, February 12). *They Say America Is Hopelessly Divided. What If They're Wrong?* The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/commons/research-polarization-division>.

³¹ More in Common. (2024, November 28). *The Priority Gap - More In Common*. More in Common. <https://moreincommonus.com/publication/the-priorities-gap/>.

³² Fugiel Gartner, M. (2024, September 19). *Landscape Report 2024*. PFC. <https://pfc.ca/landscape-report-2024>.

³³ Beasley, S. (2025, February 6). *Foundations Remain Largely Mute as Nonprofits Face Slashed Federal Funding*. The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/article/foundations-remain-largely-mute-as-nonprofits-face-slashed-federal-funding>.

³⁴ Beaty, T. (2025, February 27). *MacArthur Foundation to Increase Giving for Two Years in Response to "Crisis."* The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/article/macarthur-foundation-to-increase-giving-for-two-years-in-response-to-crisis>.

- ³⁵ Bhargava, D. (2025, February 25). *President's Letter: Courage Is Contagious - Freedom Together Foundation*. Freedom Together Foundation. <https://www.freedomtogether.org/2025/02/25/presidents-letter-courage-is-contagious/>.
- ³⁶ Pierson, L., & Pierson, E. (2025). Philanthropic foundations must step in to shield science from Trump's cuts. *Nature*, 637(8046), 548–548. <https://doi.org/10.1038/d41586-025-00112-4>.
- ³⁷ Callahan, D. (2025, February 26). LinkedIn. https://www.linkedin.com/posts/david-callahan-ip-blue-tent-im-writing-a-weekly-inside-philanthropy-activity-730022065680833312-QM-a/?utm_source=share&utm_medium=member_desktop&rcm=ACoAAAK1dqMBLUKiMzjGSfEyixNVLuPw1SCh-tCw.
- ³⁸ Federal Register. (2025, January 20). *Reevaluating and Realigning United States Foreign Aid*. Federal Register. <https://www.federalregister.gov/documents/2025/01/30/2025-02091/reevaluating-and-realigning-united-states-foreign-aid>.
- ³⁹ Reuters. (2025, March 6). *UN releases emergency aid reserves after "brutal" cuts from donors*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/un-releases-emergency-aid-reserves-after-brutal-cuts-donors-2025-03-06/>.
- ⁴⁰ Lay, K. (2025, March 2). *"This will cost lives": cuts to UK aid budget condemned as "betrayal" by international development groups*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2025/mar/02/this-will-cost-lives-cuts-to-uk-aid-budget-condemned-as-betrayal-by-international-development-groups>.
- ⁴¹ Sheldrick, M. (2025, February 25). *Foreign Aid Is Shrinking—What Happens Next?* Forbes. <https://www.forbes.com/sites/globalcitizen/2025/02/25/foreign-aid-is-shrinking-what-happens-next/>.
- ⁴² Pearson, M. (2025, March 4). *Humanitarian aid's extreme donor dependency problem in five charts*. The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2025/03/04/humanitarian-aid-extreme-donor-dependency-global-charts>.
- ⁴³ Farber, V., Reichert, P., Martin, M., & Luiz, J. (2024, September). *Navigating Humanitarian Impact Finance*. IMD. <https://www.imd.org/research-knowledge/finance/reports/navigating-humanitarian-impact-finance/>.
- ⁴⁴ Beasley, S. (2025, February 6). *Foundations Remain Largely Mute as Nonprofits Face Slashed Federal Funding*. The Chronicle of Philanthropy. <https://www.philanthropy.com/article/foundations-remain-largely-mute-as-nonprofits-face-slashed-federal-funding>.
- ⁴⁵ Schervish, P. (2008, April 1 :4). *Receiving & Giving as Spiritual Exercise: The Spirituality of Care in Soul, Relationship, and Community*. Lake Institute on Faith & Giving. <https://lakeinstitute.org/resource-library/lake-institute/receiving-giving-as-spiritual-exercise-the-spirituality-of-care-in-soul-relationship-and-community/>.
- ⁴⁶ Fugiel Gartner, M. (2024, September 19). *Landscape Report 2024*. PFC. <https://pfc.ca/landscape-report-2024>.
- ⁴⁷ Trottier Family Foundation. (2024, November 14). *Trottier Family Foundation Commits \$150 Million by 2030 to Fight the Climate Crisis*. <https://www.trottierfoundation.com/news/2024/11/6/trottier-family-foundation-commits-150-million-by-2030-to-fight-the-climate-crisis>.
- ⁴⁸ McConnell Foundation. (2025). *Innovative Practices in Grantmaking and Capital Transfers*. <https://www.mcconnellfoundation.ca/wp-content/uploads/McConnell-PhiLabReportSummary-EN-Feb25.pdf>; Longtin, D. (2025, February). *Capital Transfer and Grantmaking or Operational Foundations*. Philab. <https://philab.uqam.ca/en/publication/capital-transfer-and-grantmaking-or-operational-foundations>; Longtin, D. (2025, February). *Case Studies on Capital Transfers*. Philab. <https://philab.uqam.ca/en/publication/case-studies-on-capital-transfer>.
- ⁴⁹ Peck, R. (2025, February 20). *Philanthropy Under Fire: How Tax Reform & Policy Shifts Are Reshaping Giving with Sara Barba*. Apple Podcasts. <https://podcasts.apple.com/us/podcast/philanthropy-under-fire-how-tax-reform-policy-shifts/id1676351458?i=1000694450523>.
- ⁵⁰ Schervish, P. G. (2006). The Moral Biography of Wealth: Philosophical Reflections on the Foundation of Philanthropy. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 35(3), 477–492. <https://doi.org/10.1177/0899764006288287>.
- ⁵¹ Wallace, R. (2025, March 5). *The fight for justice and economic inclusion has become that much more urgent*. The Hamilton Spectator. https://www.thespec.com/opinion/contributors/the-fight-for-justice-and-economic-inclusion-has-become-that-much-more-urgent/article_6c60c68c-ee91-51d9-bb52-731ba7604c09.html.



Philanthropic Foundations
Canada

Fondations
Philanthropiques
Canada

Contacter FPC

Vous avez besoin d'informations concernant FPC?
Vous avez une demande de renseignement des médias?
Vous avez d'autres questions ou demandes?

Montréal (bureau principal)
c/o Maison de la Philanthropie
1095, rue St-Alexandre
Montréal (Québec) H2Z 1P8

Toronto
c/o Foundation House
2 St. Clair Avenue East, Suite 300
Toronto (Ontario) M4T 2T5

+1 (514) 866-5446

info@pfc.ca

pfc.ca